



## MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



COLLÈGE INTERARMÉES  
DE DÉFENSE

Paris, le 24 mars 05

*Groupement enseignement général*

CCD  
Vincent TOURTET  
groupe C4

### Fiche de géopolitique

OBJET : Sujet n°2 : en vue de préparer une visite de votre Chef d'état-major, il vous est demandé de faire un bilan géopolitique (périphérique et mondial) de la Chine

P. JOINTES : - carte de la Chine  
- les organisations régionales en Asie  
- position officielle de la France (MINAE)  
- principales données chiffrées

Alors que s'achève la troisième session de la dixième Assemblée Populaire Nationale, le parlement chinois, qui a vu la prise de contrôle définitive de tous les leviers du pouvoir par le Président HU JINTAO mais également le vote de la « loi anti-sécession » de Taiwan, et en prévision de votre visite sur place, j'ai l'honneur de vous transmettre ce bref aperçu géopolitique sur la Chine.

Dans le contexte d'une mondialisation accrue, la Chine est devenue à la fois un espace économique comme les autres, « l'usine du monde » et une source de déséquilibres majeurs en raison de l'énormité de sa population et de l'ampleur des promesses de sa puissance virtuelle. L'importance de la Chine sur la scène internationale s'articule autour de deux types de questions : les problématiques périphériques dans et autour de l'espace territorial chinois et les enjeux mondiaux liés aux dépendances de la Chine en terme de ressources, notamment énergétiques et alimentaires.

#### ➤ Les problématiques périphériques

Depuis les années 70, la Chine a résolu de nombreux conflits frontaliers et apaisé ses relations avec une grande partie de son voisinage. Les tensions avec l'Inde sont retombées à l'exception d'un différent territorial dans le nord Cachemire (Arunashal Pradesh) et la question de la souveraineté sur le Tibet peut être considérée comme acquise (cf. les dernières déclarations du DALAI LAMA à ce sujet). Néanmoins, les sources de conflit

restent nombreuses que ce soit au sein de l'espace de souveraineté chinois ou dans sa périphérie proche.

- La question des **musulmans du Xinjiang** est sensible pour le pouvoir chinois. Pour ces populations, les Chinois sont des occupants étrangers. Tant qu'ils sont restés largement majoritaires dans leur province, la tutelle de Pékin demeurerait tolérable. Mais la colonisation chinoise a bouleversé l'équilibre ethnique de leur pays : chaque année, le pouvoir central installe 300 000 Han dans le Xinjiang. Aujourd'hui, sur 18 millions d'habitants, les Ouïgours ne sont plus que 40% contre autant de Han, le reste étant composé de Kazakhs (7%), d'autres ethnies turcophones et de Tadjiks. En 1997, les frictions entre les deux communautés à Yining ont dégénéré en émeutes violemment réprimées par la police. Environ 100 000 personnes y auraient perdu la vie. Depuis lors, les Ouïgours et autres Kazakhs sont encadrés et surveillés de près par les autorités communistes et plus aucune manifestation de masse n'a été observée. On n'assiste plus qu'à des attentats isolés et dépourvus de lien : incendies volontaires, assassinats, bombes... La répression menée par Pékin est tolérée par les USA et encouragée par la Russie dans le cadre de la « guerre mondiale contre le terrorisme ».

- Le bilan de la rétrocession de **Hong Kong**, qui fêtera ses huit ans le premier juillet prochain, est mitigé. L'application du concept « un pays, deux systèmes » n'a pas modifié sensiblement la puissance économique et le mode de vie des hongkongais mais la démocratisation progressive prévue par la Déclaration conjointe anglo-chinoise est aujourd'hui remise en cause par Pékin ce qui pourrait provoquer des réactions populaires à terme.

- La problématique de **Taiwan** est cruciale car l'existence de « l'île rebelle » est ressentie comme une humiliation nationale par les dirigeants et le peuple chinois. Malgré des signes de réchauffement (les « avions du printemps ») et une imbrication économique de plus en plus grande, les velléités indépendantistes du Président CHEN SHUI-BIAN sont interprétées comme de véritables provocations qui relancent la menace d'une intervention armée. Les capacités de l'armée chinoise de réaliser une invasion sont sujettes à caution (obsolescence comparée des aéronefs et espace aérien réduit, faiblesse des capacités maritimes, capacités réduites de projection amphibie permettant difficilement d'établir une tête de pont sur une île au relief accidenté, potentiel C3I insuffisant...) mais sont contrebalancées par un potentiel balistique important (700 à 800 missiles pointés sur l'île) et une volonté inébranlable de n'accepter aucune déclaration unilatérale d'indépendance. La résolution pacifique du différent apparaît également improbable en l'état compte tenu du fort attachement des taiwanais à la démocratie qui rend inopérant l'application du concept « un pays, deux systèmes » mais aussi de la difficulté de trouver une solution institutionnelle qui satisfasse les deux rives du détroit de Formose.

- Les contestations sur **les espaces maritimes et les îles** (mer de Chine méridionale, Paracels et Spratley) sont amenées à prendre de l'ampleur. Les litiges concernant la souveraineté sur certaines îles<sup>1</sup>, notamment en mers de Chine méridionale et orientale, sont longtemps restés de simples questions de principes et de fierté nationale. L'apparition du concept de plateau continental, le développement des techniques d'exploitation pétrolière en mer et la proclamation de zones d'exploitation exclusive autour des îles contestées ont profondément modifié la donne géopolitique de cette région : désormais, des intérêts économiques importants sont en jeu, les concessions d'exploration et d'exploitation accordées à des compagnies pétrolières et les incidents sur les zones de pêche empoisonnent les relations entre les pays concernés. L'importance des routes maritimes et de la part du commerce mondial qui transite dans la région accroît la sensibilité du dossier.

- La problématique de la péninsule de **Corée** et l'avenir du régime nord coréen qui ne survit économiquement que grâce à la Chine mais dont on a du mal à évaluer l'influence réelle sur les dirigeants nécessite une implication forte de Pékin pour éviter un conflit régional.

- Parmi les problématiques régionales transverses, il faut citer le sujet de la **prolifération** dans lequel la Chine a un rôle majeur. L'implication de Pékin dans le

---

<sup>1</sup> Les origines des contestations sont diverses : questions non réglées lors de l'armistice signé par le Japon, archipels abandonnés par la France à la fin de la guerre d'Indochine, revendication chinoise de souveraineté sur l'ensemble de la mer de Chine méridionale et, partant, sur les terres émergées qui s'y trouvent...

programme pakistanais est avéré et la responsabilité chinoise dans une éventuelle course aux armements nucléaires dans la région est particulièrement importante.

Les zones de conflit dans le pourtour immédiat chinois sont donc nombreuses mais leur évolution est intimement liée à la politique mondiale de la Chine qui est essentiellement influencée par ses dépendances.

### ➤ **Les enjeux liés aux dépendances de la Chine**

Le contrecoup de la formidable expansion chinoise qui a été permise par les réformes politiques menées par Deng Xiaoping se situe essentiellement dans la pression exercée sur les différents marchés mondiaux et les répercussions géopolitiques qui en découle.

- Les **besoins énergétiques** chinois sont devenus énormes en l'espace de quelques années. La Chine a consommé en 2004 plus de 6 millions de barils de pétrole par jour. Elle en consommait à peine 5 en 2002. Au rythme où augmente cette consommation, elle sera de 10 à 12 millions de barils au début des années 2010. Si la Chine est largement autosuffisante en charbon, sa capacité de production pétrolière ne lui permet plus de couvrir ses besoins, au même titre que les autres sources classiques d'énergie dont elle dispose, telles que l'hydroélectricité et le nucléaire. Les conséquences géopolitiques de cette nécessité vitale sont nombreuses. Elle entraîne la mise en œuvre d'une nouvelle politique africaine de la Chine qui cherche à diversifier ses approvisionnements<sup>2</sup> à travers de nouveau partenariat officiels ou officieux. Les relations avec la Russie sont liées en partie à la problématique pétrolière et la récente décision russe de construire un oléoduc en direction du Japon plutôt que vers la Chine du Nord a été très mal ressentie à Pékin. La sécurisation des routes d'approvisionnement a pour conséquence la création de coopérations militaires et de bases portuaires au Pakistan et au Myanmar. Cette recherche de la sécurité énergétique prend également un tour pacifique avec l'implication chinoise dans le projet ITER.

- Les **besoins alimentaires** d'une population démesurée peuvent créer à terme des tensions sur les marchés, notamment des céréales, avec un effet sur les prix qui pourrait créer des complications avec les pays voisins à forte densité démographique.

- Les **importations de matières premières** que nécessite une croissance de près de 8% ont également des conséquences sur les marchés mondiaux comme celui de l'acier.

La vulnérabilité chinoise que créent ces dépendances est accrue par le sentiment que les Etats-Unis mènent une politique de *containment* à l'égard du pays et explique en grande partie le montant des investissements militaires réalisés depuis plusieurs années. Cependant, concernant les Etats-Unis, il convient de parler de dépendances croisées puisque près de 25% des bons du Trésor US sont détenus par la Chine et qu'une bonne partie du système financier américain dépend des investissements chinois.

Le bilan géopolitique de Chine en 2005 peut donc s'apparenter à la normalisation d'un pays hors normes. Normalisation d'un pays qui cherche à retrouver une place sur la scène internationale conforme à son histoire, ses ambitions et sa masse en exerçant une action influente à l'ONU, en adhérant à l'OMC ou en organisant des jeux olympiques voulus comme une vitrine mais également en construisant un appareil militaire qui lui permette de peser sur les affaires régionales et de protéger ses intérêts vitaux. Normalisation d'un pays hors normes dont les problèmes et les besoins sont tellement considérables qu'ils influent forcément sur les relations internationales.

En accompagnement de cette fiche, vous trouverez la position officielle de la France telle que rédigée par le Quai d'Orsay ainsi que les principales données chiffrées fournies par nos alliés de la CIA.

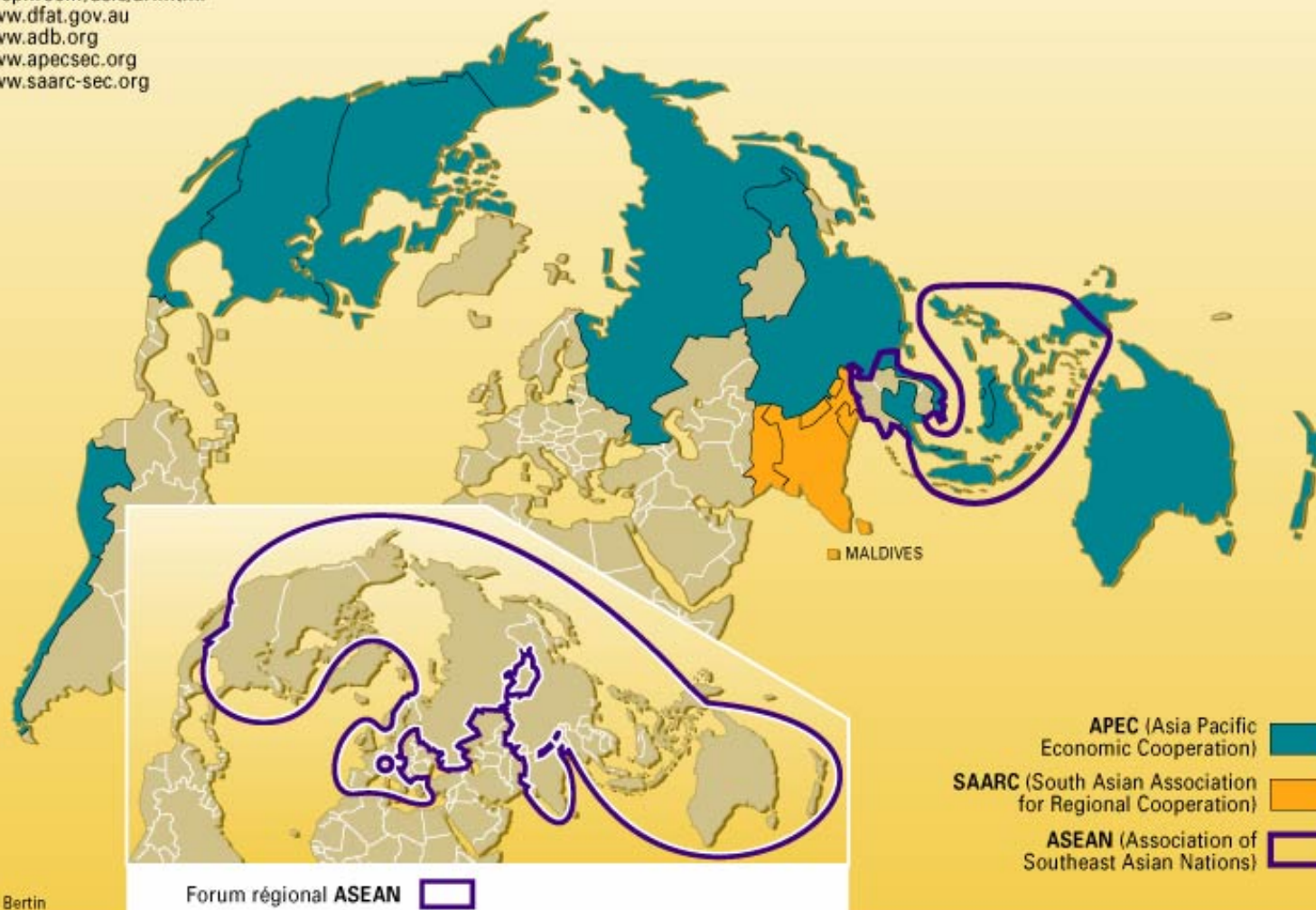
---

<sup>2</sup> Essentiellement centrés sur le Moyen-Orient actuellement.



Sources :  
<http://www.aseansec.org>  
<http://asiep.free.fr/asie/arf.html>  
<http://www.dfat.gov.au>  
<http://www.adb.org>  
<http://www.apecsec.org>  
<http://www.saarc-sec.org>

## LES PROCESSUS D'INTÉGRATION EN ASIE en 2003



## Bilan et perspectives des relations franco-chinoises

Ministère des affaires étrangères 15/12/04

La reconnaissance de la Chine populaire le 27 janvier 1964 a constitué le point de départ des relations officielles entre la République populaire de Chine et la République Française. Si les événements du printemps de Pékin et la décision de la France de vendre des équipements militaires à Taipei ont constitué, à la fin des années 80, un frein au dialogue entre les deux pays, le communiqué commun des deux Etats de janvier 1994 a permis sa normalisation. Trois ans plus tard, la " déclaration conjointe pour un partenariat global ", signée à Pékin le 16 mai 1997, a ouvert un nouveau chapitre des relations bilatérales. La visite d'Etat du Président HU Jintao en janvier 2004, à l'occasion du 40ème anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, et la signature d'une nouvelle déclaration conjointe ont confirmé la volonté de la France et la Chine de franchir une étape supplémentaire dans leur coopération. Reprenant les acquis de 1997, cette nouvelle déclaration a pour objectif d' " Approfondir le partenariat global stratégique franco-chinois pour promouvoir un monde plus sûr, plus respectueux de sa diversité et plus solidaire ".

Le partenariat global stratégique sert dorénavant de cadre à l'ensemble de la relation franco-chinoise dans toutes ses composantes : dialogue politique, échanges économiques et commerciaux, coopération culturelle, scientifique et technique. Il place également la relation franco-chinoise au cœur de la relation Union européenne-Chine en prenant en compte le dialogue eurochinois sur les droits de l'homme.

Pour la Chine, ce partenariat global stratégique représente un complément utile de la relation avec les Etats-Unis. Pour notre part, il répond à notre objectif de favoriser l'insertion de la Chine dans la communauté internationale selon une approche coopérative.

Par sa création, le partenariat global stratégique franco-chinois reconnaît l'évolution historique qu'ont connue les relations bilatérales franco-chinoises depuis dix ans et dont témoigne en particulier la fréquence des rencontres bilatérales de haut niveau. Des efforts restent cependant à faire pour amener les relations économiques franco-chinoises à la hauteur des échanges politiques entre les deux pays.

### I - Un dialogue politique dynamique souligné par l'approfondissement du partenariat franco-chinois

#### 1.1 Le partenariat franco-chinois a montré son dynamisme depuis 1997

Depuis 1997, l'essor des rencontres à haut niveau et les approches de plus en plus convergentes des deux pays à l'égard des grands sujets de l'actualité internationale ont contribué à renforcer la qualité et l'efficacité du partenariat mis en place entre les deux pays.

Dans le cadre du dialogue politique à haut niveau, le Président de la République s'est rendu en Chine en mai 1997, en octobre 2000 et en octobre 2004. En 2003, la visite du Ministre des Affaires étrangères puis celle du Premier ministre français, au moment même où l'épidémie de SRAS frappait Pékin, ont permis de prendre contact avec la nouvelle équipe dirigeante chinoise et de souligner nos attentes concernant le rééquilibrage de nos relations économiques et commerciales. Côté chinois, le Président JIANG Zemin et le Premier ministre ZHU Rongji sont venus en France en octobre 1999 et en septembre 2002. Le président HU Jintao s'est pour sa part rendu en France à l'occasion du sommet élargi du G8 d'Evian en juin 2003 puis en visite d'Etat à Paris au mois de janvier 2004.

Membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies et puissances nucléaires, la France et la Chine affichent des analyses convergentes à l'égard des grandes questions internationales. Lors de la crise en Iraq et durant la seconde guerre du Golfe, les deux pays se sont ainsi accordés sur la priorité à donner aux instruments internationaux de résolution des conflits et sur la prééminence du rôle du Conseil de Sécurité des Nations Unies dans la résolution des crises régionales.

L'accroissement des visites bilatérales, les convergences de vues observées entre la France et la Chine sur les grandes questions internationales et l'approfondissement des consultations au sein du dialogue stratégique ont incité la France et la Chine à franchir en 2004 une nouvelle étape dans leur partenariat : la nouvelle déclaration conjointe signée par les deux présidents au mois de janvier prend ainsi acte des avancées effectuées depuis 1997 et identifie de nouveaux champs de coopération entre les deux pays.

### 1.2 Un dialogue désormais placé sous le signe d'un partenariat global stratégique

La "déclaration conjointe pour un partenariat global stratégique franco-chinois" signée le 27 janvier 2004 par le Président de la République et le Président HU Jintao fixe des objectifs ambitieux de rapprochements politiques, économiques et culturels entre la France et la Chine. Elle place cette coopération renforcée sous le signe du multilatéralisme, souligne la volonté commune des deux pays de répondre aux grands défis de notre temps par le dialogue et la résolution pacifique des différends et inscrit la relation franco-chinoise au cœur de la relation Union européenne - Chine.

Le renforcement des instruments de maîtrise des armements et de non-prolifération, l'accroissement de la coopération dans le cadre des opérations de maintien de la paix constituent certains des champs de coopération et de concertation prioritaires définis par les deux pays.

## II - Les relations économiques franco-chinoises demeurent néanmoins en deçà de notre dialogue politique

### 2.1 - Des relations économiques encore dominées par les grands contrats

Nos relations économiques et commerciales s'appuient sur près d'un millier d'entreprises françaises implantées en Chine et sur de nombreux programmes de coopération. Depuis plus de vingt ans, l'industrie française a pris une part active à la réalisation d'ambitieux programmes d'équipement chinois comme le programme électronucléaire - centrales de Daya Bay - et s'est engagée, à l'exemple d'Alcatel ou de Citroën, dans la réalisation de sociétés conjointes soutenues par d'importants financements publics.

Les "grands contrats" continuent d'occuper une place importante dans nos relations économiques bilatérales à l'image des succès remportés par Thalès pour le contrôle aérien, de la CSEE pour la signalisation de la ligne de chemin de fer Qinhuangdao-Shenyang ou par Airbus. Le secteur des transports terrestres avec, notamment, les contrats obtenus par Alstom pour le transport de voyageurs et de fret à grande vitesse et pour le matériel roulant d'une nouvelle ligne de métro à Shanghai, confirment les nombreuses perspectives aux entreprises françaises spécialisées dans ce domaine comme dans ceux relatifs aux travaux d'infrastructure (Jeux olympiques de 2008, Exposition universelle de Shanghai en 2010) ou à l'environnement.

Les investissements des entreprises françaises en Chine, à l'image de Michelin, Alcatel, Veolia ou Lafarge, constituent une composante de plus en plus importante de notre relation économique bilatérale. La visite du Président HU Jintao en janvier, puis celle du Vice-Premier ministre ZENG Peiyan en juin 2004, ont permis la conclusion de plusieurs investissements sous la forme de sociétés conjointes et d'accords de coopération dans les secteurs structurants définis dans la déclaration conjointe (électronucléaire, transports terrestres, aéronautique).

### 2.2 Des échanges qui ne bénéficient pas pleinement du potentiel de croissance de l'économie chinoise

Le développement économique que connaît la Chine depuis 20 ans, avec une croissance du PIB par habitant de 8% par an en moyenne, lui a permis de devenir la 6ème puissance économique mondiale en termes de PIB (1240 milliards de dollars en 2002). Avec un montant de 610 milliards de dollars, les exportations chinoises représentent aujourd'hui 5% des exportations mondiales. Néanmoins, en dépit des grands contrats signés, du volume d'investissements des entreprises françaises en Chine et des transferts de technologie réalisés, nos échanges demeurent modestes et déséquilibrés.

La Chine ne représente aujourd'hui qu'1,4 % des exportations françaises (10ème client) et 4,1 % de nos importations (8ème fournisseur) et, malgré une reprise des exportations françaises en 2003 (+32 %), notre solde commercial reste très déficitaire (-8,7 Mds euros). Il représente notre premier déficit

bilatéral devant l'Allemagne (-8,5 Mds). La progression de nos exportations, dans un contexte de forte croissance des importations chinoises (+40 %), souligne la participation encore insuffisante des entreprises françaises à la dynamique de l'économie chinoise. Notre part de marché se maintient néanmoins et s'est établie à 1,48% du marché en 2003 (contre 1,44% en 2002), loin derrière l'Allemagne, premier partenaire européen de la Chine (4,4 % de part de marché) mais devant l'Italie en recul à 1,2 % du marché en 2003.

La structure de nos échanges reste dominée par les importations de biens de consommation (textile notamment) et d'équipements électroniques et l'exportations de biens d'équipements. Avec un volume de 8 milliards d'euros, les biens de consommation et les équipements électriques et électroniques ont ainsi représenté 70% de nos importations en provenance de Chine en 2002.

Côté français, les biens d'équipement représentent encore 36% des exportations françaises vers la Chine. Le volet économique de notre partenariat global stratégique vise à combler ces insuffisances en développant les partenariats industriels globaux dans les secteurs structurants, à favoriser l'accès des PME/PMI au marché chinois et à permettre à l'ensemble de nos entreprises de profiter davantage de ses potentialités.

### III - Une coopération culturelle, scientifique et technique de qualité qui s'ouvre à de nouvelles perspectives

#### 3.1 - Une coopération culturelle, scientifique et technique de qualité

Les crédits de coopération culturelle, scientifique et technique consacrés à la Chine font de ce pays notre premier partenaire en Asie après le Vietnam.

La coopération scientifique est aujourd'hui centrée sur plusieurs domaines prioritaires : la biologie et les biotechnologies, l'environnement, les mathématiques, l'informatique et les matériaux. Notre coopération technique se déploie dans de très nombreuses directions comme la sécurité civile (assistance à la lutte contre les inondations), la santé (comité mixte franco-chinois en matière de santé) ou l'architecture (programme "150 architectes chinois en France"). La coopération médicale entre les deux pays, déjà ancienne, est plus particulièrement active à Shanghai autour du pôle sino-français de recherches en sciences du vivant et génomique inauguré en 2002. La coopération administrative a elle pour objet d'accompagner la modernisation de la fonction publique chinoise et de son environnement juridique et de promouvoir le renforcement de l'Etat de droit. L'Ecole Nationale d'Administration accueille ainsi depuis 1984 des élèves chinois et l'Ecole Nationale de la Magistrature est le point d'appui du programme "100 juges chinois" en France.

#### 3.2 - L'année 2003 a constitué une année charnière de cette coopération

La crise du SRAS en 2003 a conduit au renforcement de notre coopération dans le domaine de la santé publique. Elle a notamment conduit à l'envoi de plusieurs missions d'expertise technique et de matériels médicaux. Le partenariat inter-hospitalier français a, pour sa part, retenu pour l'année 2004 la Chine et les maladies infectieuses comme thème unique de coopération.

A l'occasion de la visite du Président de la République en Chine, les gouvernements français et chinois ont signé, dans le cadre de notre coopération scientifique et de santé publique, un accord de coopération en matière de prévention et de lutte contre les maladies émergentes. Le nouvel institut Pasteur de Shanghai, lancé en collaboration avec l'Académie des Sciences de Chine, a également été inauguré à cette occasion.

Dans le domaine des échanges artistiques et culturels, l'Année de la France en Chine, prévue d'octobre 2004 à juin 2005, a pour objectif d'offrir une image renouvelée de la France, faite non seulement de culture et d'arts mais également de modernité et de technologie. Elle succède à l'Année de la Chine en France qui s'est tenue d'octobre 2003 à juillet 2004 et dont le succès des manifestations a traduit l'intérêt croissant des français et des européens pour la civilisation et la culture chinoises.

La coopération linguistique enfin, bien que mobilisant près du tiers des financements, n'a eu jusqu'à présent qu'un effet marginal sur la situation du français en Chine. Cette situation a conduit à un plan de relance du français soutenu par un accord intergouvernemental de coopération éducative signé en mars 2002. L'extension du réseau des Centres d'Expertise Linguistique et Académique (CELA), le renforcement de la présence d'étudiants chinois dans le réseau N+I d'écoles françaises d'ingénieurs,

le centre franco-chinois de management de l'université Tongji de Shanghai (dont la première pierre a été posée par le Président de la République en octobre) et le centre culturel français de Pékin devraient être les moteurs de croissance des échanges éducatifs franco-chinois dans les prochaines années.

\* \* \*

Dix huit mois après son entrée en fonction, la nouvelle génération de dirigeants chinois a confirmé les choix de ses prédécesseurs fondés sur l'ouverture au monde et l'appui aux enceintes internationales de concertation. La Chine est aujourd'hui un acteur majeur et incontournable du dialogue politique à l'ONU, des négociations commerciales au sein de l'OMC ou des échanges culturels à l'UNESCO. La France a reconnu ces évolutions. La mise en oeuvre du partenariat global stratégique franco-chinois et du dialogue euro-chinois constituent les deux piliers sur lesquels se fondent désormais les relations entre la France et la Chine.

## PRINCIPALES DONNEES CHIFFREES

Sources : CIA World Factbook

Area:

total: 9,596,960 sq km

land: 9,326,410 sq km

water: 270,550 sq km

Area - comparative:

slightly smaller than the US

Land boundaries:

total: 22,117 km

border countries: Afghanistan 76 km, Bhutan 470 km, Burma 2,185 km, India 3,380 km, Kazakhstan 1,533 km, North Korea 1,416 km, Kyrgyzstan 858 km, Laos 423 km, Mongolia 4,677 km, Nepal 1,236 km, Pakistan 523 km, Russia (northeast) 3,605 km, Russia (northwest) 40 km, Tajikistan 414 km, Vietnam 1,281 km

regional borders: Hong Kong 30 km, Macau 0.34 km

Coastline:

14,500 km

Maritime claims:

territorial sea: 12 nm

contiguous zone: 24 nm

exclusive economic zone: 200 nm

continental shelf: 200 nm or to the edge of the continental margin

Climate:

extremely diverse; tropical in south to subarctic in north

Terrain:

mostly mountains, high plateaus, deserts in west; plains, deltas, and hills in east

Elevation extremes:

lowest point: Turpan Pendi -154 m

highest point: Mount Everest 8,850 m

Natural resources:

coal, iron ore, petroleum, natural gas, mercury, tin, tungsten, antimony, manganese, molybdenum, vanadium, magnetite, aluminum, lead, zinc, uranium, hydropower potential (world's largest)

Land use:

arable land: 15.4%

permanent crops: 1.25%

other: 83.36% (2001)

Irrigated land:

525,800 sq km (1998 est.)

People China Top of Page

Population:

1,298,847,624 (July 2004 est.)

Age structure:

0-14 years: 22.3% (male 153,401,051; female 135,812,993)

15-64 years: 70.3% (male 469,328,664; female 443,248,860)

65 years and over: 7.5% (male 46,308,923; female 50,747,133) (2004 est.)

Median age:

total: 31.8 years

male: 31.5 years

female: 32.2 years (2004 est.)

Population growth rate:

0.57% (2004 est.)

Birth rate:

12.98 births/1,000 population (2004 est.)

Death rate:

6.92 deaths/1,000 population (2004 est.)

Net migration rate:

-0.4 migrant(s)/1,000 population (2004 est.)

Sex ratio:

at birth: 1.12 male(s)/female

under 15 years: 1.13 male(s)/female

15-64 years: 1.06 male(s)/female

65 years and over: 0.91 male(s)/female

total population: 1.06 male(s)/female (2004 est.)

Infant mortality rate:

total: 25.28 deaths/1,000 live births

male: 21.84 deaths/1,000 live births

female: 29.14 deaths/1,000 live births (2004 est.)

Life expectancy at birth:

total population: 71.96 years

male: 70.4 years

female: 73.72 years (2004 est.)

Total fertility rate:

1.69 children born/woman (2004 est.)

HIV/AIDS - adult prevalence rate:

0.1% (2003 est.)

HIV/AIDS - people living with HIV/AIDS:

840,000 (2003 est.)

HIV/AIDS - deaths:

44,000 (2003 est.)

Nationality:

noun: Chinese (singular and plural)

adjective: Chinese

Ethnic groups:

Han Chinese 91.9%, Zhuang, Uyгур, Hui, Yi, Tibetan, Miao, Manchu, Mongol, Buyi, Korean, and other nationalities 8.1%

Religions:

Daoist (Taoist), Buddhist, Muslim 1%-2%, Christian 3%-4%

note: officially atheist (2002 est.)

Languages:

Standard Chinese or Mandarin (Putonghua, based on the Beijing dialect), Yue (Cantonese), Wu (Shanghaiese), Minbei (Fuzhou), Minnan (Hokkien-Taiwanese), Xiang, Gan, Hakka dialects, minority languages (see Ethnic groups entry)

Literacy:

definition: age 15 and over can read and write

total population: 90.9%

male: 95.1%

female: 86.5% (2002)

Government China Top of Page

Country name:

conventional long form: People's Republic of China

conventional short form: China

local long form: Zhonghua Renmin Gongheguo

local short form: Zhong Guo

abbreviation: PRC

Government type:

Communist state

Capital:

Beijing

Administrative divisions:

23 provinces (sheng, singular and plural), 5 autonomous regions (zizhiqu, singular and plural), and 4 municipalities (shi, singular and plural)

: provinces: Anhui, Fujian, Gansu, Guangdong, Guizhou, Hainan, Hebei, Heilongjiang, Henan, Hubei, Hunan, Jiangsu, Jiangxi, Jilin, Liaoning, Qinghai, Shaanxi, Shandong, Shanxi, Sichuan, Yunnan, Zhejiang

: autonomous regions: Guangxi, Nei Mongol, Ningxia, Xinjiang, Xizang (Tibet)

: municipalities: Beijing, Chongqing, Shanghai, Tianjin

note: China considers Taiwan its 23rd province; see separate entries for the special administrative regions of Hong Kong and Macau

Independence:

221 BC (unification under the Qin or Ch'in Dynasty); 1 January 1912 (Manchu Dynasty replaced by a Republic); 1 October 1949 (People's Republic established)

National holiday:

Anniversary of the Founding of the People's Republic of China, 1 October (1949)

Constitution:

most recent promulgation 4 December 1982

Legal system:

a complex amalgam of custom and statute, largely criminal law; rudimentary civil code in effect since 1 January 1987; new legal codes in effect since 1 January 1980; continuing efforts are being made to improve civil, administrative, criminal, and commercial law

Suffrage:

18 years of age; universal

Executive branch:

chief of state: President HU Jintao (since 15 March 2003) and Vice President ZENG Qinghong (since 15 March 2003)

head of government: Premier WEN Jiabao (since 16 March 2003); Vice Premiers HUANG Ju (since 17 March 2003), WU Yi (17 March 2003), ZENG Peiyan (since 17 March 2003), and HUI Liangyu (since 17 March 2003)

cabinet: State Council appointed by the National People's Congress (NPC)

elections: president and vice president elected by the National People's Congress for five-year terms; elections last held 15-17 March 2003 (next to be held mid-March 2008); premier nominated by the president, confirmed by the National People's Congress

election results: HU Jintao elected president by the Tenth National People's Congress with a total of 2,937 votes (4 delegates voted against him, 4 abstained, and 38 did not vote); ZENG Qinghong elected vice president by the Tenth National People's Congress with a total of 2,578 votes (177 delegates voted against him, 190 abstained, and 38 did not vote); 2 seats were vacant

Legislative branch:

unicameral National People's Congress or Quanguo Renmin Daibiao Dahui (2,985 seats; members elected by municipal, regional, and provincial people's congresses to serve five-year terms)

elections: last held December 2002-February 2003 (next to be held late 2007-February 2008)

election results: percent of vote - NA; seats - NA

AfDB, APEC, ARF, AsDB, ASEAN (dialogue partner), BIS, CDB, FAO, G-77, IAEA, IBRD, ICAO, ICC, ICRM, IDA, IFAD, IFC, IFRCS, IHO, ILO, IMF, IMO, Interpol, IOC, IOM (observer), ISO, ITU, LAIA (observer), MIGA, MONUC, NAM (observer), NSG, OAS (observer), ONUB, OPCW, PCA, SCO, UN, UN Security Council, UNAMSIL, UNCTAD, UNESCO, UNHCR, UNIDO, UNITAR, UNMEE, UNMIL, UNMOVIC, UNOCI, UNTSO, UPU, WCO, WHO, WIPO, WMO, WToO, WTO, ZC

GDP:

purchasing power parity - \$6.449 trillion (2003 est.)

GDP - real growth rate:

9.1% (official data) (2003 est.)

GDP - per capita:

purchasing power parity - \$5,000 (2003 est.)

GDP - composition by sector:

agriculture: 14.8%

industry and construction: 52.9%  
services: 32.3% (2003)  
Investment (gross fixed):  
43.4% of GDP (2003)  
Population below poverty line:  
10% (2001 est.)  
Household income or consumption by percentage share:  
lowest 10%: 2.4%  
highest 10%: 30.4% (1998)  
Distribution of family income - Gini index:  
40 (2001)  
Inflation rate (consumer prices):  
1.2% (2003 est.)  
Labor force:  
778.1 million (2003 est.)  
Labor force - by occupation:  
agriculture 50%, industry 22%, services 28% (2001 est.)  
Unemployment rate:  
10.1% urban unemployment roughly 10%; substantial unemployment and underemployment in rural areas (2003 est.)  
Budget:  
revenues: \$265.8 billion  
expenditures: \$300.2 billion, including capital expenditures of \$NA (2003)  
Public debt:  
30.1% of GDP (2003)  
Agriculture - products:  
rice, wheat, potatoes, sorghum, peanuts, tea, millet, barley, cotton, oilseed, pork, fish  
Industries:  
iron and steel, coal, machine building, armaments, textiles and apparel, petroleum, cement, chemical fertilizers, footwear, toys, food processing, automobiles, consumer electronics, telecommunications  
Industrial production growth rate:  
30.4% (2003 est.)  
Electricity - production:  
1.42 trillion kWh (2001)  
Electricity - consumption:  
1.312 trillion kWh (2001)  
Electricity - exports:  
10.3 billion kWh (2001)  
Electricity - imports:  
1.8 billion kWh (2001)  
Oil - production:  
3.3 million bbl/day (2001 est.)  
Oil - consumption:  
4.57 million bbl/day (2001 est.)  
Oil - exports:  
151,200 bbl/day (2001)  
Oil - imports:  
1.207 million bbl/day (2001)  
Oil - proved reserves:  
26.75 billion bbl (1 January 2002)  
Natural gas - production:  
30.3 billion cu m (2001 est.)  
Natural gas - consumption:  
27.4 billion cu m (2001 est.)

Natural gas - exports:

0 cu m (2001 est.)

Natural gas - imports:

0 cu m (2001 est.)

Natural gas - proved reserves:

1.29 trillion cu m (1 January 2002)

Current account balance:

\$31.17 billion (2003)

Exports:

\$436.1 billion f.o.b. (2003 est.)

Exports - commodities:

machinery and equipment, textiles and clothing, footwear, toys and sporting goods, mineral fuels

Exports - partners:

US 21.1%, Hong Kong 17.4%, Japan 13.6%, South Korea 4.6%, Germany 4% (2003)

Imports:

\$397.4 billion f.o.b. (2003 est.)

Imports - commodities:

machinery and equipment, mineral fuels, plastics, iron and steel, chemicals

Imports - partners:

Japan 18%, Taiwan 11.9%, South Korea 10.4%, US 8.2%, Germany 5.9% (2003)

Reserves of foreign exchange & gold:

\$412.7 billion (2003)

Debt - external:

\$197.8 billion (2003 est.)

Military China Top of Page

Military branches:

People's Liberation Army (PLA): comprises ground forces, Navy (including naval infantry and naval aviation), Air Force, and II Artillery Corps (strategic missile force), People's Armed Police Force (internal security troops, nominally a state security body but included by the Chinese as part of the "armed forces" and considered to be an adjunct to the PLA), militia

Military manpower - military age and obligation:

18 years of age for compulsory military service, with 24-month service obligation; no minimum age for voluntary service; 17 years of age for women who meet requirements for specific military jobs (2004)

Military manpower - availability:

males age 15-49: 379,524,688 (2004 est.)

Military manpower - fit for military service:

males age 15-49: 208,143,352 (2004 est.)

Military manpower - reaching military age annually:

males: 12,494,201 (2004 est.)

Military expenditures - dollar figure:

\$60 billion (2003 est.)

Military expenditures - percent of GDP:

3.5-5.0% (FY03 est.)